

relations interculturelles



relations interculturelles nouvel objet des sciences sociales

Dans l'évolution de toute science surgissent des problèmes auxquels il est difficile de donner une référence scientifique, étant donné le cloisonnement conventionnel des sciences reconnues comme telles.

le calvaire d'un concept

Certains concepts, dont l'importance est capitale parce qu'ils se rapportent à des préoccupations humaines fondamentales, se retrouvent souvent «apatrides» dans le labyrinthe des disciplines. Ainsi, l'insuffisance des études sur une problématique aussi essentielle que celle de l'identité individuelle et sociale de l'homme, ont incité un auteur, en 1973, à intituler ainsi un texte sur ce sujet : « L'identité psycho-sociale, une notion à la recherche d'une science » (1). On aurait tout aussi bien pu parler d'identité culturelle.

Depuis que G.F. Klemm avait défini pour la première fois, en 1843, la notion de culture dans son sens le plus large pour circonscrire une réalité existant dès les origines de l'humanité, cette notion fut d'abord confiée aux ethnologues et aux anthropologues (2). Ces der-

niers, ravis, coururent dans le monde entier pour nous rapporter ce qui s'y passait. Ce qui, en soi, était fort réjouissant. Bientôt il s'avéra qu'on ne pouvait se passer de la notion de culture dans d'autres disciplines. Beaucoup d'historiens, de psychologues, de sociologues ou de politologues ne purent ignorer la nécessité de conceptualiser la multitude d'institutions, d'échelles de valeurs ou de comportements existant dans des sociétés différentes. Même quelques rares économistes suivirent les anthropologues et utilisèrent avec profit la notion de culture. Bref, l'identité culturelle de peuples différents fut reconnue comme une donnée pertinente pour la science. Cela était également fort réjouissant, mais la notion de culture devint ainsi «apatride». Plus précisément, elle erre désormais parmi les sciences sous les formes et les allégeances les plus diverses (3). L'Unesco, qui est officiellement chargée de la culture au niveau des organisations internationales, s'efforce d'utiliser dans ses documents au moins cinq notions différentes de la culture, ce qui permet aux adhérents de divers clans scientifiques ou aux membres des missions diplomatiques de souligner avec satisfaction les passages qui leur conviennent.

un problème épistémologique

Que faire ? Y a-t-il une possibilité de loger sous un même toit les connaissances élaborées sur la base de la notion de culture dans les domai-

nes de spécialisation les plus divers ? Définir un ensemble de problèmes par le terme «relations interculturelles» peut constituer une réponse provisoire. Il ne s'agit pas là d'une nouvelle discipline qui se situerait en dehors des spécialisations existantes. Bien au contraire, on cherche à abolir les cloisonnements entre des disciplines reconnues, telles que l'anthropologie, la psychologie, la psychologie sociale, l'histoire et toutes les formes d'études comparatives (droit comparatif, comparative politics, cross-cultural studies, etc.). En termes modérés, cela veut dire : les relations interculturelles constituent une problématique à la recherche d'un fondement épistémologique. Pour parler avec moins de retenue, on pourrait se demander dans quelle mesure le cloisonnement conventionnel des disciplines en question est réellement nécessaire et stable ?

Une question identique se pose dans un autre domaine, auquel s'identifient depuis des décennies des multitudes de spécialistes en sciences sociales : les relations internationales. Dans ce domaine également, une tentative de rapprochement a été faite entre diverses disciplines comme l'histoire, l'économie, le droit, la science politique. La question, ici, n'est pas de savoir si cet effort a été couronné de succès. Que les relations interculturelles puissent constituer un

(1) Marisa Zavalloni : « L'identité psycho-sociale : un concept à la recherche d'une science », dans : Serge Moscovici (ed.), *Introduction à la psychologie sociale*, Larousse, Paris, 1973, vol. II.

(2) G.F. Klemm, *Allgemeine Cultur-Geschichte der Menschheit*, Leipzig, 1843-1852. 10 Bde.

(3) A.L. Kroeber and Clyde Kluckhohn : *Culture, A Critical Review of Concepts and Definitions*, Vintage Books, New York 1952. P. Bohannan : « Rethinking Culture : A project for Current Anthropologists », *Current Anthropology*, 14, octobre 1973.

nouvel objet des sciences sociales a une raison plus profonde que celle d'un rapprochement entre disciplines. L'épistémologie ne doit pas devenir une fin en soi et il ne s'agit pas de donner uniquement un os difficile à ronger à des intellectuels au chômage afin de leur assurer un poste de travail.

Vient de paraître :

L'image du Noir dans l'art occidental

I. – Des pharaons à la chute de l'Empire romain.

II.1. – Des premiers siècles chrétiens aux « grandes découvertes ».

II.2. – De l'Europe à l'Amérique du XVI^e au XIX^e siècles.

Préface de Amadou Mahtar M'Bow, directeur général de l'Unesco.

Publications de la Menil Foundation Inc.

Une recension de cet ouvrage fondamental et superbe sera faite ultérieurement.

Tome I : 285 F. Tome II.1 : 312 F. Tome II.2 : 312 F.

Bibliothèque des arts, 3, place de l'Odéon, 75006 Paris.

une réalité sociale

L'intérêt des relations interculturelles réside en premier lieu dans le fait qu'elles se rapportent à une réalité sociale dont on a insuffisamment tenu compte jusqu'à présent. C'est précisément dans l'étude des relations internationales, centrée sur la notion d'État, qu'on a négligé les relations entre peuples se différenciant par une identité culturelle acquise au cours de l'histoire. Il faut relever à nouveau combien il est caractéristique de l'évolution des sciences sociales de laisser dans l'ombre une aspiration humaine primordiale. Les relations interculturelles existent depuis les origines de l'humanité, c'est-à-dire depuis les premières rencontres entre groupes humains qui avaient évolué séparément vers des entités spécifiques. En tant que phénomène historique, les relations internationales n'existent que depuis l'avènement de l'ère actuelle, à savoir dès l'apparition de l'État-

nation comme forme spécifique d'un ordre social. Que ces deux phénomènes historiques aient été étudiés par les sciences sociales dans un ordre inversé est significatif (4).

A l'époque actuelle, les relations interculturelles sont importantes avant tout du point de vue des révolutions micro-culturelles et des confrontations macro-culturelles.

Les révolutions micro-culturelles apparaissent sous les formes les plus diverses. Le plus souvent, des minorités ethniques se détournent d'appareils étatiques centralisés (Basques, Bretons, Écossais : la liste est sans fin) et des minorités opprimées s'insurgent contre le pouvoir en place (Érythréens, Kurdes, Palestiniens, et encore bien d'autres). La plupart des conflits violents de notre temps sont des conflits culturels dans le sens le plus large. Cela est vrai aussi bien du problème du Cachemire, de la séparation du Bangladesh du Pakistan, de la guerre du Biafra, que de la situation en Irlande du Nord, au Moyen-Orient ou à Chypre.

Les confrontations macro-culturelles apparaissent avant tout dans l'immense domaine dit du « développement » des pays du Tiers Monde. Ce processus est souvent présenté comme un ajustement harmonieux des différences économiques et technologiques entre pays pauvres et pays riches. Il s'agit, en réalité, du plus puissant conflit culturel de l'histoire de l'humanité, à la suite de l'expansion de l'Europe amorcée au XV^e siècle. Le choc – créé depuis 1947 – entre échelles de valeurs et modes de comportement divers dans la coopération au développement semble moins spectaculaire que celui qui

résulta, jadis, de l'affrontement des armées coloniales et des forces armées des peuples soumis. Toutefois, les apparences sont trompeuses. Le processus d'uniformisation culturelle amorcé à l'échelle mondiale avec l'expansion européenne, qui se poursuit de nos jours à l'aide de la science et de la technique, se heurte à des oppositions. Quelques exemples : dès 1949, et encore plus de 1960 à 1977, la Chine se retire et pratique sa propre politique de développement. Le reste de l'Asie et l'espace arabe, tout en soulignant fièrement leurs traditions, recherchent en même temps une assistance massive du côté des sociétés industrielles. L'Afrique, complètement démobilisée dans ses structures sociales du fait de la pénétration étrangère, cherche désespérément une nouvelle identité. Les Indiens, de l'Alaska jusqu'au Chili, se réunissent pour la première fois en 1977, après avoir été presque entièrement exterminés au cours des derniers siècles, commencent à rassembler les vestiges de leur culture et réfléchissent à leur propre avenir. Et, enfin, des mouvements pour un nouveau style de vie dans les sociétés industrielles rencontrent de plus en plus d'adeptes. Le modèle de développement des pays industriels, quelle qu'en soit l'affiliation idéologique, fut considéré il y a encore peu de temps comme le seul à apporter le bonheur. Il est aujourd'hui fortement contesté.

les relations interculturelles et le débat sur le développement

Dans le débat, actuellement très intense, sur les futures stratégies de développement sur le plan international, deux points de vue principaux se confrontent (5). D'une part, les représentants du Tiers Monde à l'O.N.U. réclament un nouvel ordre

(4) Pendant des siècles, l'histoire s'est pré-occupée, dans une certaine mesure, d'une série de rencontres de cultures. Toutefois, il manque au récit historique certains concepts essentiels pour les relations interculturelles comme, par exemple, l'identité culturelle, la distance culturelle, l'assimilation, l'acculturation, la crise d'identité, l'empathie, l'ethnocentrisme, l'ethnocide. Pour plus de détail, voir : Roy Preiswerk, « Relations interculturelles et développement », dans : *Le savoir et le faire*, Genève, Cahiers de l'Institut d'études du développement 2, 1975. Deuxième édition : Presses Universitaires de France, Paris, 1979.

(5) Nous ne nous référons qu'aux points de vue s'opposant au désordre économique mondial actuel. La position dominante reste celle des pays industriels riches qui désirent modifier le moins possible le système existant. Voir Roy Preiswerk : « Le nouvel ordre économique international est-il nouveau ? », dans *Études internationales*, 1977, 4.

économique international impliquant une industrialisation accélérée, une augmentation des exportations, de meilleurs prix des matières premières et un transfert accru de capitaux et de technologie. En y regardant de plus près, on constate qu'il pourrait effectivement se produire une certaine modification de la division internationale du travail, sans pour autant toucher aux prémisses de base de l'actuel désordre économique mondial. Il n'a jamais été question, dans les organes de l'O.N.U., d'adapter la «nouvelle» stratégie à l'identité culturelle de pays différents. La question n'a même pas été soulevée par les pays du Tiers Monde. Cela est fort intéressant pour la sociologie du développement, car on doit réellement se demander qui est représenté par les «représentants» de ces pays.

Pour la partie adverse dans le débat sur le développement, cette constatation est un point de départ essentiel. Elle relève que, non seulement les couches de population les plus pauvres dans le Tiers Monde sont négligées, mais que les efforts entrepris à la base en vue d'un développement plus autonome (compter sur ses propres forces) sont la plupart du temps réprimés. Les organisations de développement étrangères travaillent forcément avec les gouvernements et les gouvernements travaillent pour eux-mêmes. C'est pourquoi, aujourd'hui, les organismes les plus divers, et surtout la Banque mondiale, préconisent d'orienter le processus de développement vers la satisfaction des besoins fondamentaux de toutes les couches de la population, en faisant pression, au besoin, sur les classes dirigeantes. Ici se pose la question de savoir où et comment définir les besoins fondamentaux. La Banque mondiale s'est facilité la tâche en en décrétant tout simplement cinq : nourriture, travail, santé, logement et éducation. Dans la perspective du conflit culturel, ceci est déjà hautement problématique. Il est vrai que certains besoins fondamentaux somatiques sont valables pour tous les hommes, l'air étant indiscutablement en première place. Mais déjà pour la nourriture la question se

pose différemment, la façon de satisfaire ce besoin étant conditionnée par la culture. Les besoins non somatiques se présentent d'une façon encore plus complexe : non seulement la façon de satisfaire les besoins, mais leur définition même varie d'une culture à l'autre. La sécurité, la dignité, la liberté ou la justice n'ont évidemment pas la même signification partout. Il n'est pas facile de déterminer quelles valeurs et quels modes de comportement ces notions impliquent dans différentes aires culturelles, ou selon quelles priorités elles sont classées et reliées aux besoins somatiques.

Cette problématique constitue une double provocation pour l'étude des relations interculturelles. Il faut, d'une part, appréhender les besoins fondamentaux dans leur dimension aussi bien macro-culturelle que micro-culturelle. Les systèmes de valeurs et les modes de comportement d'une aire culturelle plus vaste sont aussi significatifs que les influences locales, historiquement spécifiques, et liées à l'environnement écologique et géographique immédiat. D'autre part, le problème méthodologique s'est rarement posé dans les sciences sociales d'une façon aussi aiguë. Les couches de population les plus pauvres peuvent-elles exprimer elles-mêmes leurs besoins ? Qui enregistre leurs déclarations ? Quel est le degré de représentativité culturelle des politiciens, fonctionnaires gouvernementaux ou chefs traditionnels qui parlent pour «leur peuple» ? De quel droit des instituts de recherche et des organisations internationales proclament-ils des listes de priorités pour les autres ?

Une chose est certaine : les méthodes de recherche élaborées dans les cultures occidentales, par exemple les sondages d'opinion, ne sont pas toujours applicables à d'autres sphères culturelles. Certes, une large investigation est nécessaire, mais elle ne peut se faire sur la base de questions formulées uniformément. Le chercheur doit avoir une vaste connaissance de l'aire culturelle qui lui est confiée, de sorte qu'il ne peut pas être expédié dans n'importe quel coin du monde.

On devrait, par conséquent, engager de nombreux chercheurs pour de longues périodes, à l'échelle mondiale. Mieux ces chercheurs empoignent leur tâche, c'est-à-dire mieux ils discernent les besoins véritables et spécifiques parmi les besoins officiels et généraux, plus la comparaison des résultats sera difficile. Il s'ensuit que, pour les organisations de développement, l'utilisation pratique des résultats de la recherche est très difficile. Depuis quelques temps, une série d'institutions se préoccupent de ces questions et ont déjà produit certains résultats (6).

un « expert » de la coopération peut-il apprendre la communication interculturelle ?

Si, par définition, une situation de choc de cultures provient de la rencontre de personnes ayant des bases culturelles très différentes, il convient d'accorder la même attention à ce qui arrive à un spécialiste en développement d'un pays industriel en mission dans un pays du Tiers Monde qu'à des personnes d'un pays du Tiers Monde prêtes à être formées pour un travail en développement.

Presque tous les pays pratiquant «l'aide» au développement accordent une certaine importance à la préparation de leurs futurs experts. Le temps consacré à les sensibiliser aux problèmes interculturels est relativement négligeable comparé à celui qu'on leur accorde pour l'acquisition de connaissances techniques, la préparation administrative et la formation linguistique. Cela est dû aussi bien à l'ignorance humainement grotesque de la pluralité des mondes (7) qu'au «manque de temps» très occidental harassant le futur expert dès qu'il a été

(6) P. ex. Amílcar Herrera, *Un monde pour tous*, Presses Universitaires de France, Paris, 1977.

(7) Pierre Bungener, « Problèmes dans la relation entre les occidentaux et les peuples du tiers monde », dans *La pluralité des mondes : Théories et pratiques du développement*, Genève, Cahiers de l'IUED, n° 1, 1975.

vacciné et mis en confiance par la poignée de main magnanime du patron.

Toutefois, dès qu'on tente de traiter le sujet sérieusement, il se pose un problème méthodologique très important. Les relations interculturelles ne sont pas « enseignées » au moyen de cours ou même de discussions en séminaire. Elles sont vécues. Mais il y a moyen de créer ce vécu au niveau micro-culturel dans le pays d'origine du futur « développeur ». Pour donner un exemple : chaque année, le gouvernement suisse organise huit cours de formation de quatre semaines (quatre en allemand, quatre en français) dans un petit village situé dans la partie de langue italienne du pays. Généralement, les participants ne parlent pas cette langue, ne sont pas familiarisés avec les coutumes locales et ressentent un certain degré de résistance culturelle envers « ceux du dehors ». Ils sont un peu déroutés quant à l'attitude à adopter, n'ont aucune chance d'imposer à la communauté leur ordre ni leur désordre et se demandent finalement comment les autochtones survivent en s'accrochant à une identité qu'il n'est pas facile de déchiffrer. Créer chez le coopérant ce léger degré d'insécurité culturelle est déjà un premier pas dans la bonne direction.

Sur le plan didactique, il existe de nombreux moyens de dépasser le mode de transmission traditionnel de la connaissance dans la société occidentale, qui donne une position privilégiée au « conférencier ». Il est possible de faire l'expérience des rencontres interculturelles par la simulation en renversant les rôles (des personnes d'une origine jouant le rôle de la partie adverse et vice-versa), des jeux de prise de décision, des jeux de communication non-verbale, des scènes d'action prises en vidéo, etc. (8).

(8) Un rapport détaillé sur ces cours a été préparé en avril 1978 par l'Institut universitaire d'études du développement à Genève, à la demande de la Direction de la Coopération au Développement et de l'Aide humanitaire (Berne). Tout cela ne nous empêche pas de penser avec Johan Galtung qu'un jour ces problèmes seront résolus parce qu'il n'y aura plus d'experts. Mais ce sera pour quand ? Cf. son texte « Culture et impérialisme », Cahiers de l'IUED de Genève, n° 2, Paris, Presses universitaires de France, 1979, (2^e éd.), p. 99.

Certains pays du Tiers Monde ont organisé des cours spéciaux pour coopérants étrangers. Cela est certainement à encourager et même les « experts » les plus chevronnés devraient disposer du temps nécessaire pour les suivre. Néanmoins, des cours préparatoires dans le pays d'origine se justifient, à condition que suffisamment de temps soit consacré aux rencontres humaines auxquelles les participants seront confrontés.

ou former les « cadres » du Tiers Monde ?

Ce sont probablement des sentiments de supériorité culturelle qui expliquent que la formation des ressortissants du Tiers Monde ait toujours passé avant celle des experts, qui, par définition, « savent ». Quoi qu'il en soit, nous devrions examiner les trois lieux possibles de formation pour les personnes venant du Tiers Monde : dans un pays industriel, dans un autre pays du Tiers Monde ou dans leur propre pays.

Il n'y a pas grand chose à ajouter à la vaste littérature sur la première des trois situations. Aujourd'hui, on est généralement conscient du fait que le bénéficiaire de la formation se trouve en face d'un double choc de cultures : le premier dans le pays étranger où il est formé et le second dans son pays d'origine à son retour. « Des gens qui étaient brillants, originaux, ingénieux, énergiques à l'étranger, se retrouvent tôt ou tard désemparés et se conforment aux modèles dominants d'ancienneté, de hiérarchie, d'autoritarisme, de rituel et d'inaction » (9). Incidemment, cette situation ne se présente pas uniquement dans les relations entre pays industriels et Tiers Monde. C'est tout autant le cas des apprentis et des étudiants de tous genres qui bénéficient de programmes d'échange entre les pays d'Europe occidentale, les

États-Unis et l'Europe orientale. Les démarches plaçant la question du choc des cultures strictement dans le contexte nord-sud sont inadéquates.

Depuis peu, le débat porte sur la question de savoir s'il est souhaitable d'accorder des possibilités de formation dans le Tiers Monde à des candidats venant d'autres pays du Tiers Monde. On part de l'idée que les situations réelles que le candidat rencontrera dans sa vie professionnelle peuvent être mieux préparées dans un environnement du Tiers Monde que dans un pays industriel. Une enquête récente semble indiquer toutefois que ce n'est pas la manière de voir de la plupart des gens dans le Tiers Monde lui-même (10). Au niveau des généralités, cela nous permet de souligner la superficialité, en termes d'identité culturelle, de l'idée d'un « Tiers Monde ». En bref : les cultures des États-Unis et de l'U.R.S.S., en ce qui concerne les valeurs, attitudes des individus, structure familiale, passé historique, formes d'expression artistique et intellectuelle, relations entre l'homme et la nature, etc., sont relativement proches en comparaison de la distance culturelle qui sépare, disons, les populations de Sumatra, du Chili, de la Haute-Volta et de la Polynésie. Lorsque des auteurs font une distinction entre le Premier Monde et le Deuxième Monde, ils se réfèrent à un antagonisme idéologique entre des entités culturellement proches. Lorsqu'ils se réfèrent au Tiers Monde, ils parlent d'un groupe de pays vaguement reliés entre eux, avec des griefs très puissants envers les pays riches, mais d'une diversité culturelle bien plus variée. C'est pourquoi on ne peut présumer que quelqu'un de Sumatra, formé au Chili, ou encore un expert de Haute-Volta en mission en Polynésie aurait *a priori* une plus grande faculté d'adaptation que quelqu'un venant d'Europe en Afrique ou vice versa.

Une approche valable de ce qu'on appelle la « formation en pays tiers » consiste à utiliser au maximum des institutions régionales. Il en existe une quantité dans le Tiers

(9) John Oxenham, « Disaggregation and Spectra in Development Training », texte préparé pour le groupe « Coopération dans la formation », Conférence de l'Association européenne des instituts de recherche et de formation en matière de développement, Milan, 1978, p. 3.

(10) Jake Jacobs, « Third Country Training - Prospects and Attitudes », Sussex, Institute of Development Studies, avril 1977.

Monde, pratiquement dans chaque région de développement importante. Paradoxalement, un grand nombre d'entre elles sont sous-utilisées. Tel pays X. en Amérique centrale peut trouver au-dessous de sa dignité d'envoyer des candidats dans un pays voisin qui disposerait d'une institution de formation de qualité ayant un potentiel régional.

Cela nous amène à un aspect tout à fait fondamental des institutions de formation locales, qu'elles soient régionales ou nationales. Certains planificateurs internationaux pensent que toute formation devrait se faire, de préférence, dans un pays en développement. Ce débat est parallèle à celui qui a cours dans le domaine technologique : la technologie doit-elle être transférée, adaptée ou innovée localement pour se conformer aux conditions spécifiques d'un pays en développement ? Dans un premier stade, on a certainement cautionné un transfert d'institutions de formation, avec peu d'adaptation et aucune innovation. Cela est vrai pour les programmes d'enseignement, les matériaux et les livres d'étude. Une fois de plus, nous nous trouvons confrontés au vieux problème du néo-colonialisme et de l'auto-colonisation. Des gens de l'extérieur ont imposé leurs standards, leurs règles et leurs codes. Des gens du pays l'ont volontiers accepté et même, dans une certaine mesure, encouragé. Par gens du pays nous entendons les élites de pays devenus indépendants récemment, lesquelles, en dépit de désaveux en termes souvent violents, copient le menu post-colonial sans savoir le préparer elles-mêmes. L'auto-colonisation dans le domaine de la formation provient de la crainte de voir les anciens colons répandre des rumeurs d'une éducation « au rabais ». Le second terme de l'alternative est de trouver de nouveaux programmes appropriés aux conditions locales, sans pour autant se couper de l'inspiration extérieure. L'isolation culturelle est autant un mythe, que l'appel aux expatriés pour gagner en respectabilité est un danger. Le principe de « Self-Reliance » (puiser dans ses propres ressources), de dissociation sélective de la straté-

gie de développement dominante, est à prendre en considération dans ce contexte.

Pour décider du lieu d'un programme de formation, il faudrait prendre en considération au moins les trois critères suivants :

- l'adaptation du programme aux conditions prévalant dans le pays d'origine, laissant un terrain libre pour l'innovation et la recherche. Ce critère préconise l'établissement d'institutions locales plutôt que l'envoi des candidats à l'étranger, bien qu'il ne faille pas perdre de vue le phénomène d'auto-colonisation décrit brièvement ci-dessus. Bien des institutions locales sont aussi éloignées des réalités locales que des institutions métropolitaines ;
- le degré de liberté d'expression. Dans bien des domaines de la connaissance, c'est une perte de temps de former qui que ce soit, si sa propre pensée est supprimée pour en faire le laquais d'un système qu'il devra servir par la suite ;
- l'investissement nécessaire à la formation d'une personne. Là où l'infrastructure et les dépenses courantes de la formation sont extrêmement coûteuses, beaucoup de gouvernements du Tiers Monde estiment plus rentable d'envoyer leurs citoyens à l'étranger.

Pour illustrer par des situations concrètes la difficulté qu'il y a à réconcilier ces trois critères, nous prendrons quelques domaines de formation universitaire.

Dans presque toutes les sciences sociales, l'adaptation et l'innovation doivent avoir la plus grande priorité, la liberté d'expression est indispensable, mais l'investissement est relativement peu élevé. Il y a des différences subtiles entre, disons, l'anthropologie, l'économie, la science politique ou la psychologie en ce qui concerne les deux premiers critères. Impossible de généraliser, pour ce qui est des conditions dominantes dans tous les pays du Tiers Monde, lorsqu'on en vient à évaluer l'importance de l'un comparé à l'autre.

Qu'il soit permis de relater une anecdote pour montrer combien cette difficulté est grande. Dans un institut du Tiers Monde s'occupant de l'étude des relations internationales, arriva un jour, dans son impressionnante Mercédès, l'ambassadeur d'un pays voisin désireux d'obtenir des photocopies de tous les textes de séminaires préparés par des étudiants originaires de son pays. Le directeur d'études, un européen, le raccompagna poliment, tout en émettant quelques allusions diplomatiques à la liberté académique. Il est vrai que certains pays du Tiers Monde ont aussi leurs informateurs parmi les étudiants dans des instituts européens ou américains de haut niveau. Mais les techniques utilisées dans un grand nombre de pays du Tiers Monde pour inhiber les étudiants, et le silence que les étudiants s'imposent de ce fait, ne favorisent certainement pas la recherche originale et l'innovation. Former des experts en développement de certains pays du Tiers Monde à l'étranger, malgré le manque d'adaptation que cela comporte, et le coût peu élevé d'une formation locale, n'est pas dans tous les cas une absurdité.

Pratiquement toutes les professions peuvent être apprises dans des institutions existantes – ou faciles à créer – dans le Tiers Monde. Si le rôle du coût est important, il ne devrait pas être le facteur décisif pour préférer la formation à l'étranger, laquelle, incidemment, occasionne aussi beaucoup de frais aux gouvernements du Tiers Monde. Plus important que la formation au sens strict est la connaissance directe que l'on peut acquérir à l'intérieur des institutions qui travaillent aussi dans le pays d'origine de la personne formée : comment les sociétés transnationales fonctionnent-elles en fait dans le Tiers Monde (plutôt que d'apprendre simplement à devenir directeur), quelles sont les répercussions de la planification étatique sur la vie quotidienne des gens (plutôt que d'apprendre à jongler avec les chiffres dans la bureaucratie), quelle attitude les banques adoptent-elles dans leur commerce avec les pays pauvres (plutôt que d'apprendre

simplement à compter l'argent encaissé). Malheureusement, la plupart des candidats acquièrent le côté strictement professionnel de leur activité, sans en voir les implications idéologiques. De plus, l'effet de démonstration joue en général en faveur du style de vie du pays d'accueil, plutôt qu'il ne suscite une réflexion et un désir d'innover dans le contexte du pays d'origine.

En dernière analyse, il faut se demander quel groupe social et quels individus ont avantage à préconiser une formation locale plutôt qu'une formation à l'étranger. Les critères pour répondre à cette question pourraient être : pouvoir politique, prestige, possibilités d'emplois, relations d'affaires. Ces considérations ont, pour ceux qui ont le choix entre la formation locale et la formation à l'étranger, autant d'importance que la qualité ou le coût de la formation. Il n'est, de ce fait, pas étonnant que certaines enquêtes sur les préférences exprimées par les « gens » du Tiers Monde aboutissent à une conclusion plutôt négative en ce qui concerne la formation locale. S'il est vrai qu'une vaste majorité des personnes interrogées est en faveur d'une formation à l'étranger, où cette majorité a-t-elle été recrutée ? Probablement parmi une certaine élite qui sait ce qu'il en est de l'éducation et réalise quel prestige peut apporter l'éducation étrangère. Comme d'habitude, on ne demande pas l'avis de la grande majorité de la population, qui, même si elle a succombé au mimétisme au point de dire que l'éducation à l'étranger est préférable, sait très bien qu'en l'absence d'institutions locales, elle n'a aucune chance d'avoir une formation quelconque.

retour au problème général : culture et changement social

Depuis quelques années, les spécialistes en développement, qu'ils soient actifs dans les sociétés industrielles ou dans le Tiers Monde, deviennent de plus en plus conscients du fait que leur travail est à envisager comme faisant partie

d'une rencontre ou d'une confrontation de différents systèmes socio-culturels, valeurs humaines et modes de vie. Bien que ce principe élémentaire gagne du terrain, il ne conduit pas nécessairement aux mêmes conclusions lorsque divers types de « développeurs » sont en cause. Il en ressort trois attitudes principales :

- dans l'optique des interprétations racistes et ethnocentriques, les « autres » sont différents en raison d'une infériorité biologique ou culturelle. Il faut leur imposer des modèles de développement qui pourraient, présentement, sembler incompatibles avec leur héritage culturel, afin de les « élever » à la « civilisation ». Notons qu'il peut s'agir aussi bien d'américanisation ou de soviétisation pour l'Europe occidentale que d'occidentalisation pour le Tiers Monde ;
- pour le cynique, il est bien évident que certains types de changement social amènent la destruction de valeurs importantes dans d'autres cultures ; néanmoins, il « doit » imposer son modèle de développement parce que celui-ci correspond aux intérêts politiques et économiques de son propre pays ;
- pour la personne sensibilisée et consciente des problèmes que pose le rapport interculturel, il importe de parvenir à une compréhension profonde de l'histoire et du mode de vie d'autres peuples. Elle essaiera d'éviter d'imposer des idées ou techniques qui rendraient une société trop dépendante du monde extérieur et détruiraient sa cohésion interne.

Il ne s'agit nullement, ici, de séparer les « bons » des « mauvais » : ce serait ramener d'une façon simpliste les attitudes des « développeurs » à des traits de caractère individuels.

L'individu est un produit de sa propre culture et d'une variété de conditions micro-sociales qui le prédisposent à adopter des attitudes souvent imprévisibles dans une confrontation interculturelle. Il pro-

vient, de plus, d'États-nations différents, dont les ambitions politiques et économiques peuvent varier considérablement. Nous en avons terminé définitivement avec le rêve senghorien de la « culture métisse » et de la « civilisation de l'universel », un monde dans lequel chaque culture peut développer ses attributs les plus prisés et apporter une contribution égale dans la rencontre d'autres cultures. Les rapports de force sont, malheureusement, autres (11).

Le conflit culturel entre le Tiers Monde (presque 80 % de la population mondiale) et les pays industriels, tout comme celui qui apparaît à l'intérieur de toutes les formations sociales étatiques, est une réalité. Il est d'une importance capitale pour les études du développement et pour l'avenir des nations industrielles, qu'on se limite à une représentation descriptive de la misère actuelle, ou que l'on formule plutôt des postulats normatifs. En outre, une approche prospective, du ressort de la futurologie, nous dira peut-être à quoi on peut effectivement s'attendre. Nous pouvons faire confiance aux futurologues dans la mesure où nous savons au moins qu'ils ne sont pas une secte liée à une seule discipline classique, mais qu'ils tentent d'appréhender l'avenir de notre société dans sa totalité. Il faut espérer que, dans cette totalité, les aspects interculturels trouveront la place qui leur revient.

Roy Preiswerk

*Institut universitaire d'études
du développement de Genève.*

(11) Roy Preiswerk, « La culture métisse », dans Pierre Bungener, *Le développement insensé*, Lausanne, L'Âge d'homme, 1978, pp. 72-79.

N.D.L.R.

Formation de spécialistes du développement à l'université ? - In : *Éducation et développement*, n° 4, pp. 34-35.

Il existe dans les universités et grandes écoles suisses plusieurs possibilités de se préparer à une activité dans le Tiers Monde, à l'Institut tropical suisse de Bâle, à l'Institut universitaire d'études du développement à Genève, dans les Écoles polytechniques fédérales de Lausanne et de Zurich.